**Modèle d’arrêté**

***De fin anticipée de détachement sur emploi fonctionnel d’un fonctionnaire de la fonction publique d’État à la demande de la collectivité d’accueil***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…***- …** *(n° d’ordre)*

**portant fin de détachement sur l’emploi fonctionnel de Directeur …** *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* **de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

OU

*(Pour les CIAS et CCAS)* Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-23,

OU

*(Pour les caisses de crédit municipal)* Vu le Code monétaire et financier, notamment son article L.514-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.544-1 à L.544-7,

Vu le Code des relations entre le public et l’administration, notamment ses articles L.211-2 à L.211-6,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

*(Pour les CDG)* Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion,[[2]](#footnote-2) notamment son article 28,

Vu le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié, relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions, notamment ses articles 23 et 24,

*(Pour le CNFPT)* Vu le décret n°87-811 du 5 octobre 1987 modifié relatif au Centre national de la fonction publique territoriale, notamment son article 18[[3]](#footnote-3),

Vu le décret n°87-1101 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés

Vu le décret n° 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié relatif à l’échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

*Pour les emplois fonctionnels créés dans les établissements publics recensés à l’article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :*

Vu le décret n° 88-546 du 6 mai 1988 modifié fixant la liste des établissements publics mentionnés à l’article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° … du ... *(date)*, portant statut particulier du cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois correspondant au grade d’origine de l’agent),*

*Pour les Régions, Départements, communes et établissements publics assimilés à une commune de plus de 150.000 habitants, les Centres interdépartementaux de gestion et le CNFPT :*

Vu le décret n°2016-1968 du 28 décembre 2016 modifié relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu l’arrêté n°… du … *(date*) portant nomination par voie de détachement de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* sur l’emploi fonctionnel de Directeur … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* des … *(catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* de la strate de … à … habitants.

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* du … *(date)* fixant la dernière situation de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent) au … (grade)* et le classant au ... *(nombre)* échelon, Indice Brut ... *(nombre)*, Indice Majoré ... *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(année, mois et jours),*

Considérant que, conformément aux dispositions de l’article L.544-1 du Code général de la fonction publique, *Le-La Maire-Président-Présidente* peut valablement mettre fin aux fonctions de Directeur général des servicesà compter des six mois qui suivent soit la nomination dans l’emploi fonctionnel de l’agent soit la désignation de l’autorité territoriale,

Considérant que *Madame ou Monsieur …* *(prénom et nom de l’agent)* a été invité*(e)* à consulter son dossier, *(le cas échéant)* *ce qu’il/elle a fait le* … *(date de la consultation)*

Considérant que l’agenta été mis à même de présenter utilement ses observations,

Considérant que la fin des fonctions de l’agenta été précédée d’un entretien avec l’autorité territoriale en date du … *(date), auquel l’agent s’est présenté OU ne s’est pas présenté*

Considérant que la fin des fonctions de l’agenta fait l’objet d’une information de l’assemblée délibérante le … *(date),* respectant le délai fixé à l’article L.544-1 du Code général de la fonction publique.

Considérant … *(préciser le(les) motif(s) de fin de détachement*),

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Il est mis fin au détachement de *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* occupant l’emploi fonctionnel de Directeur … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* des … *(catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* de la strate de … à … habitants depuis le … *(date).*

Article 2 :

La fin de détachement prend effet à compter du … *(date)*.

**Article 3 :**

A la date mentionnée à l’article 2, *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est réintégré(e) dans son administration d’origine.

*(Le cas échéant)* **Article 4 :**

En l’absence de réintégration à la date mentionnée à l’article 2, *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* ne bénéficie pas d’une prolongation de son détachement sur emploi fonctionnel. Il/elle continue uniquement de percevoir une rémunération dans l’attente de sa réintégration dans son administration d’origine.

A cet effet *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* percevra le traitement indiciaire afférent au grade de … *(dénomination du grade)*, équivalent au corps de … *(dénomination du corps d’origine de l’agent)* au ... *(nombre)* échelon, Indice Brut ... *(nombre)*, Indice Majoré ... *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(année, mois et jours),* le cas échéant l’indemnité de résidence et le supplément familial de traitement.

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* percevra le régime indemnitaire afférent au grade … *(dénomination du grade)*, mentionné ci-dessus, d’un montant correspondant au montant … *(plancher, moyen, au choix de l’autorité territoriale)* du groupe de fonction … *(Lettre + n° du groupe de fonction de référence : ex : G2).*

*(Le cas échéant)* **Article 5 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom de l’agent*) est astreint à une déclaration de patrimoine dans les deux mois suivant la date d’effet du présent arrêté.

**Article 6 :**

L’arrêté n° … du … *(date)* portant détachement ou renouvellement de détachement est abrogé à compter du … *(date d’effet du présent arrêté).*

**Article 7 :**

*Le Directeur général adjoint des services* est chargéde l’exécution du présent arrêté.

**Article 8 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du … *(Nom du département)* et au comptable principal de … (*nom de la commune ou de l’établissement public*).

**Article 9 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement),*

Le … *(date),* en double exemplaires

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le … *(date)*

1. *(L.2122-18 pour les communes, L.3221-3 pour les départements, L.4231-3 pour les régions, L.5211-9 pour les groupements de collectivités territoriales),* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel d’un CDG, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel du CNFPT, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-3)